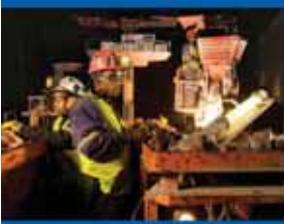




# L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 13 No 3 Avril 2011



## S'efforcer pour la sécurité alimentaire

par Kizito Sikuka

POLITIQUE	3
ECONOMIE	4
INFRASTRUCTURE	5
TOURISME	6
ÉNERGIE	7
POLITIQUE DE L'ÉNERGIE	8-9
ÉNERGIE	10
CHANGEMENT CLIMATIQUE	11
PARITÉ DE SEXES	12
CHINE-AFRIQUE	13
ÉLECTIONS	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

**LA REUSSITE** de l'histoire de l'Afrique australe a changé d'être une région de déficit alimentaire à un produisant du grain en surplus soulignant le point que les politiques agricoles sont clé à hausser de production et améliorer la sécurité alimentaire dans la région.

Depuis l'adoption de divers engagements agricoles comme la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire en 2004, la plupart d'Etats Membres de SADC ont enregistré de bonnes moissons tous les ans.

Un rapport récent sur l'état de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et la pauvreté dans SADC reconnaît qu'en plus de "généralement bonnes précipitations" un nombre de pays exécutent des types différents de programmes pour augmenter des rendements.

Ces stratégies incluent investir plus dans les données agricoles

améliorées comme les semences et l'engrais de même que les programmes de subvention visés qui ont pour résultat des agriculteurs qui accèdent aux données agricoles et cultive des instruments à un tarif réduit.

Les pays comme Malawi, Zambie et Zimbabwe qui ont exécuté vigoureusement les programmes de subvention d'entrée ont vu la production qui est en constante augmentation.

Par exemple, dans la saison d'agriculture 2007/08 la production de maïs a triplé d'à peu près 1,2 million de tonnes à 3,4 millions de tonnes au Malawi. Cette augmentation phénoménale dans la production a épargné le pays d'un budget annuel de plus de 120 millions de US\$ qu'il avait dépensée dans l'importation alimentaire.

Quelques Etats Membres de SADC ont alloué aussi au moins 10 pourcent de leurs budgets nationaux

à l'agriculture et au développement rural pour améliorer la sécurité alimentaire dans la région.

Cette intervention est dans la ligne avec la déclaration d'Union Africaine qui appelle l'allocation de budget suffisante vers l'agriculture.

Les efforts ont été intensifiés pour améliorer l'infrastructure comme les routes et la barre pour promouvoir le mouvement lisse de surplus alimentaires aux secteurs de déficit plus efficacement et plus bon marché.

La grande taille de la région et divers agro-écologique et les variations de climat assurent le bon potentiel de production dans quelques parties de la région dans l'an donné, donc le besoin de transférer de la nourriture en surplus aux secteurs qui peuvent exiger de l'alimentation supplémentaire.

*suite page 2...*



## S'efforcer pour la sécurité alimentaire

suite de la page 1...

Le commerce transfrontalier a joué un rôle critique dans cet égard, permettant à la région pour être indépendant dans l'alimentation.

Une autre intervention importante qui a été employée par SADC détourner de l'insécurité alimentaire dans la région a été l'établissement de facilités de stockage agricoles comme les silos.

Les silos ont aidé les pays membres pour emmagasiner leurs récoltes de céréale en surplus pour l'usage dans les saisons pauvres. Une étude récente par l'Alimentation et l'Organisation Agricole (FAO) estime que la plupart des pays dans l'Afrique australe perd jusqu'à 40 pourcent de leurs produits après la moisson à cause des facilités de stockage pauvres.

Pour améliorer la sécurité alimentaire dans la région, SADC a encouragé des pays pour continuer cultiver d'autres céréales traditionnelles comme le sorgho et le millet de même que les récoltes non-céréale comme le manioc et le plantain.

Ceci change d'une récolte de maïs d'agrafe clairement sécheresse-vulnérable a aidé l'Afrique australe pour détourner la faim devant les sécheresses persistantes qui ont été empiré par la crise financière globale et les effets de changement climatique.

Selon un rapport de SADC sur l'état de sécurité alimentaire, il y a eu une augmentation de 32 pourcent dans la production de céréale entre 2005 et 2009. (Voir la table).

Dans la période sous la revue, la plus haute augmentation a été enregistrée au Botswana (bien que pas un producteur majeur de céréale dans SADC), soulignant ainsi comment tous les pays travaillent à la production élevée et à améliorer la sécurité alimentaire dans leurs pays respectifs de même que la région de SADC entière.

Pour la 2010/11 saison, le surplus de céréale dans SADC est estimé à 2,3 millions de tons, et un nombre des états membres prévoient une bonne moisson.

L'Afrique du Sud estime un surplus de maïs d'à peu près 6 million tonnes, qui peuvent être exportées aux pays avoisinants qui peuvent exiger des importations supplémentaires.

Toutefois, malgré le surplus de céréale dans la région, le nombre de gens qui exigent de la nourriture et l'assistance non-nourriture dans SADC reste une caractéristique régulière en raison des divers facteurs.

Ces facteurs incluent les prix élevés de carburant, les données agricoles et la nourriture de même que les revenus bas, les prix bas pour certaines des récoltes et l'éruption en espèces de maladies de bétail.

SADC travaille à adresser certains de ces défis par les programmes de subvention d'entrée de même que les prix améliorés pour les récoltes en espèces.

Pour traiter des sécheresses, les états membres de SADC ont intensifié des efforts pour investir dans l'irrigation comme trop dépendant sur l'agriculture pluie-nourri a influé sur la production de récolte.

Donc c'est important que la façon de l'avant de promouvoir les centres de production alimentaire viables sur la promotion de technologies d'irrigation appropriées et de direction solide et l'usage efficace de ressources d'eau limitées et peu distribuées.

Ainsi le développement d'infrastructure d'eau régional devient important comme il

fournirait non seulement de la sécurité d'eau pour l'irrigation, mais serait aussi utilisé pour les autres demandes compétentes, y compris la génération de courant, l'environnement, la réduction d'inondation, la provision d'eau domestique et l'assainissement.

Le potentiel pour irriguer la terre dans la région de SADC est grand comme la région est énormément dotée avec les cours d'eau comme le Congo, Limpopo, et Zambezi.

Pour hausser la production, quelques pays de SADC ont entrepris des réformes agraires comme la terre est un des facteurs primaires les plus importants de production pour la plupart d'Etats Membres.

La terre est le facteur le plus contraignant pour la réalisation de sécurité alimentaire viable aux niveaux nationaux et de ménage.

Donc garantir l'accès à la terre et la sécurité de tenure a été des conditions clés pour rendre capable des producteurs pour investir dans la terre, améliorer la productivité de leurs fermes et améliorer leurs gagne-pain.

Le Sommet Extraordinaire sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire, tenue à Dar es Salaam en 2004, a consenti que les Etats Membres accéléreraient les initiatives de réforme de politique de terre.

Toutefois, le progrès a été lent dans quelque pays dû au manque de ressources financières suffisantes pour l'achat de terre aux prix du marché, qui sont souvent très élevés.

Le Concile de SADC a approuvé en 2010 l'établissement du Centre pour Coordination de Recherche-Développement Agricole pour l'Afrique Australe (CCARDESA) de coordonner la recherche agricole, la génération et la diffusion de technologie d'information de recherche.

L'établissement d'une organisation sous-régional pour cet effet fait partie d'implémentation du Multi-pays de Programme de Productivité Agricole de SADC (MAPP) dont l'objectif est de promouvoir la production et la productivité agricole avec l'objectif de réduire l'insécurité alimentaire dans la région.

L'agriculture est la principale de la plupart des économies dans l'Afrique australe et SADC a identifié le secteur comme une priorité pour le développement.

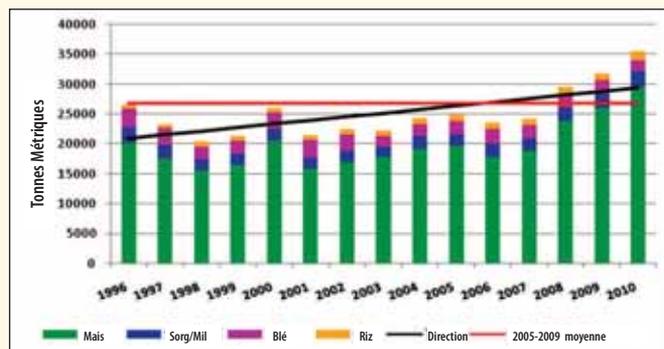
La Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire, qui a été sous la revue, identifie un nombre de priorité secteurs sur lesquels l'Afrique australe devrait converger à court terme (2004-2006) et en moyenne-à long terme (2004-2010) atteindre de la sécurité alimentaire dans la région.

Les mesures à court terme ont inclus la disponibilité et l'accès à saisir des données agricoles pour les agriculteurs, consistant les variétés de semence améliorées, les engrais, les substances agrochimiques, les services de labourage et les instruments de ferme.

En moyenne-à long terme les dirigeants d'Afrique australe ont consenti à rencontrer la cible d'Union Africaine pour allouer au moins 10 pourcent de leurs budgets nationaux à l'agriculture et au développement rural.

Un rapport d'avancement récent préparé par les Ministres de SADC responsables de l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire a dit que l'implémentation de la déclaration a contribué de manière significative à la sécurité alimentaire dans la région avec des pays qui éprouvent les moissons de pare-chocs dans le dernier peu des ans. r

### La production de céréale dans SADC entre 1996 et 2010



Source: L'état de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et la pauvreté dans SADC

## Le concile approuve le budget

# La formule de contributions des membres fondée sur le GDP

**LE CONCILE** de Ministres de SADC a approuvé une formule révisée pour la distribution de contributions des Etats Membres annuelle qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> Avril 2011.

Le président du Concile de Ministres de SADC, Dr. Hage Geingob, a dit que la formule révisée a été développée dans la reconnaissance d'augmentations significatives dans la croissance économique dans les Etats Membres comme mesuré par les hausses dans le Produit Intérieur Brut (le GDP).

“La nouvelle formule base la distribution des états membres de contributions annuelle sur une moyenne en mouvement du GDP de cinq précédent au lieu de trois ans dans l'ordre aux mouvements lisses dans le GDP, et retient le plafond de 20 pourcent et le plancher de cinq pourcent, sauf les Etats Membres avec les populations de 500.000 ou moins,” a dit Geingob qui est le Ministre de Commerce et d'Industrie de Namibie.

Depuis Avril 2003 les contributions budgétaires par les Etats Membres de SADC ont pris en compte le niveau relatif de leur GDP, qui est vu comme une base plus équitable et viable.

Le concile a approuvé le 2011/12 budget de 83.5 million de US\$ pour les institutions de SADC, qui est 10 pourcent plus haut que la quantité mise à part pour le 2010/11 an financier de 76.3 million de US\$. Ce budget est visé à faciliter l'implémentation d'interventions dans les programmes approuvés et les services d'entreprise.

Vers ce budget, ces Etats Membres sont comptés de fournir 26 millions de US\$ dans les contributions annuelles.

Ils sont comptés aussi contribuer un plus ample 3.4 million de US\$ et 2 millions de US\$ vers le siège principal de SADC le paiement unitaire chargé, et VIH et les Projets de Transfrontière de SIDA, respectivement.

Suivant l'ouverture du siège principal de SADC au mois de Novembre 2010 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement, les Etats Membres ont supposé un devoir financier supplémentaire sur une base récurrente pour les 15 ans prochain.

## Le rôle de Conférence Consultative à être réexaminé

**LE CONCILE** a mandaté la Double Troïka pour réexaminer le “rôle et fonctionner les modalités de la Conférence Consultative” suivant les défis qui ont mené au renvoi de la conférence qui a été planifié pour Lesotho en 2010.

En Août 2010, le Concile avait approuvé que la Conférence Consultative de SADC et ses Partenaires Internationaux Coopérant (ICPs) devrait être tenu à Maseru au mois d'Octobre l'an dernier sous le thème “la Crise Globale, Financière et Economique: Influencer sur et Leçons pour l'Intégration Economique Régionale de SADC.”

Toutefois, l'ICPs, par la Délégation de l'Union Européenne en Gaborone, a

Les partenaires de développement sont comptés contribuer 51.5 million de US\$ vers le budget approuvé pour l'exercice 2011/12 ou 72,36 pourcent de la quantité cherchée pour le prochain an financier.

Tous les Etats Membres sauf Madagascar sont à jour sur leurs contributions d'adhésion annuelles à SADC.

Madagascar a des contributions remarquables pour les ans 2009/10 et 2010/11.

“Le Secrétariat de SADC continue à engager Madagascar sur la question parce que, bien que sous la suspension en attendant son retour à la normalité constitutionnel,

Madagascar est toujours un Etat Membre de SADC et SADC continue à dépenser ses ressources pour aider les gens malgaches à résoudre la situation prévalant actuellement dans leur pays,” Geingob a dit.

Il a dit que le Concile a dirigé le Secrétariat pour continuer engager Madagascar et reporter aux ministres à leur prochaine réunion au mois d'Août.

Le Concile de Ministres a été établi par l'Article 11 du Traité de SADC pour surveiller le fonctionnement propre et le développement de SADC, l'implémentation de ses politiques et son exécution de ses programmes.

Ceci inclut conseiller le Sommet sur les questions de politique générale, le fonctionnement efficace et harmonisé et le développement de SADC, approuvant des politiques, les stratégies et travaille des programmes de même que coordonnant et surveiller les opérations d'institutions de SADC lui subordonne.

Le Concile se rencontre actuellement deux fois chaque an, premier autour de Février/Mars pour réexaminer l'implémentation de ses décisions précédentes, y compris la dépense financière d'institutions de SADC de même qu'approuver le budget des mêmes institutions pour l'exercice suivant, commençant annuellement le 1<sup>er</sup> Avril.

Le Concile se rencontre encore au mois d'Août pour préparer au Sommet ordinaire annuel de SADC des Chefs d'Etat et de Gouvernement, y compris délibérer sur les problèmes d'intégration régionaux stratégiques. r

demandé de reporter la conférence d'Octobre 2010 à une date d'être consenti en 2011.

“Ayant considéré tous les défis qui ont mené au renvoi de la Conférence Consultative nous avons mandaté la Double Troïka – Officiers Supérieurs et le Secrétariat – à réexaminer le rôle et fonctionner modalités de la Conférence Consultative dans le contexte de la Déclaration de Windhoek et soumettre un rapport avec les recommandations pour la considération par le Concile en Août 2011 pour déterminer la façon en avant.” le président du Concile Hage Geingob a annoncé à la fin de la réunion de Concile au Namibie au mois de Mars. r

## Les économies de SADC pour grandir en 2011

**L'AFRIQUE AUSTRALE** continue à faire un rétablissement constant de la crise financière globale qui a affecté la plupart du monde depuis 2008.

Les prévisions économiques faites par la plupart d'États Membres de SADC révèlent que l'économie régionale devrait éprouver de nouveau une croissance en 2011, comme les secteurs clés d'agriculture, d'exploitation minière et des industries commencent à se relever de la baisse économique.

Par exemple, Angola a prédit que son économie grandira par 7,6 pourcent cette année. Le Ministre des Finances Carlos Alberto Lopes a cité le prix élevé pour le pétrole sur le marché international comme un collaborateur majeur à la croissance économique.

L'Angola pompe à peu près 1,9 million barils d'huile un jour, et a surpassé l'an dernier Nigéria comme le plus grand producteur de pétrole sur le continent.

Le Botswana a prévu une croissance économique d'à peu près 6,8 pourcent en 2011 et 7,1 pourcent l'an suivant.

Le Ministre des Finances Kenneth Matambo a dit que le rétablissement du secteur d'exploitation minière et une perspective de croissance stable dans le reste de l'économie a fait la perspective économique pour Botswana paraître bonne.

«Les ventes de diamant en 2010 étaient 33 pourcent plus grand qu'en 2009. Nous prévoyons les ventes améliorées de diamant pour 2011 et au-delà, avec le rétablissement du marché de diamant aux niveaux de pré-récession par 2013, » il a dit.

Il était toutefois, rapide pour faire remarquer que la croissance de l'économie de Botswana moyenne à long terme toujours dépendant principalement sur le secteur d'exploitation minière, et a exhorté le pays pour continuer avec ses efforts pour diversifier dans les autres secteurs.

Les données disponibles montrent que ces pays qui ont diversifié dans les autres secteurs n'étaient pas comme mal affecté par la crise financière globale, et les États Membres de SADC profiteraient plus s'ils élargissent leur base économique pour garantir la durabilité à long terme.

Un autre pays de SADC qui a prédit une augmentation dans la croissance économique en 2011 est le Malawi avec la série cible à 6,2 pourcent.



L'an dernier, l'augmentation était 7,2 pourcent et le Ministre des Finances Ken Kandodo a dit que la diminution insignifiante est en raison d'un ralentissement dans les industries et les télécommunications.

Le pare-chocs consécutif produit et le secteur industriel qui s'agrandi a aidé Malawi hausser son économie dans le dernier peu des ans.

L'Île Maurice prévoit aussi une croissance économique de plus de 4 pourcent en 2011. Le pays d'île dépend lourdement sur le tourisme, les exportations de textile et sucre, bien qu'il a aussi un centre de fleurir financier en mer et diversifié dans les autres secteurs comme l'informatique.

Cette diversification a aidé à amortir l'impact de tourisme comme ceci était un des pires secteurs de succès par la crise économique. Le tourisme produit à peu près 10 pourcent du GDP de l'Île Maurice.

Le Mozambique a prévu une croissance de 7,2 pourcent cette année avec le Premier Ministre Aires Ali disant que la croissance sera conduite par une meilleure exécution agricole.

Il a dit que le pays veut se procurer environ 2.4 milliard de US\$ des exportations, une augmentation de 15 pourcent.

La plus grande économie de SADC, l'Afrique du Sud, a fait une prévision de croissance économique de 3,4 pourcent cette année.

la production de cuivre pour s'élever à 850.000 tonnes cette année juste au-dessous de 750.000 tonnes l'an dernier en raison de l'expansion de certaines mines.

Le Ministre des Finances zimbabwéen Tendai Biti a annoncé dans son budget national pour 2011 que l'économie du pays est compté grandir par 9,3 pourcent cette année.

L'économie a grandi en 2009, pour la première fois dans une

La République Unie de Tanzanie a dit que son économie grandirait par 7,2 pourcent cette année d'un a estimé de 7,0 pourcent en 2010.

Un dernier rapport par le Bureau National de Statistique cite l'amélioration massive dans la construction, les secteurs de transport et communications comme les collaborateurs majeurs à cette augmentation.

Un transport impressionnant et une exécution des communications sont attribuée à l'augmentation dans le volume d'articles contrôlés, notamment aux postes de frontière comme le port de Dar es Salaam.

La Zambie et le Zimbabwe sont les deux autres pays de SADC qui ont prédit une croissance économique en 2011.

La Zambie prévoit une croissance d'à peu près 6,5 pourcent sur le dos d'un rassemblement dans les prix de cuivre et d'améliorations dans l'agriculture.

Le Ministre d'Exploitation Minière Maxwell Mwale prévoit

décennie, par 4,7 pourcent. En 2010 l'augmentation a été comptée être 8,1 pourcent.

Biti a cité la production augmentée dans l'exploitation minière et les secteurs industriels, les productions agricoles élevées surtout le récolte de tabac en espèces, de même qu'enregistrer les prix élevés pour l'or sur le marché international comme les collaborateurs majeurs à cette augmentation.

Toutefois, les analystes ont dit que les sanctions économiques imposées sur le Zimbabwe par les États-Unis et l'Union Européenne ont déraillé de manière significative le programme d'exécution économique du pays.

Fondé sur ces projections économiques par les pays de SADC, la région émerge de la baisse financière globale, et la tâche est maintenant de garantir que ce rétablissement est maintenu si le développement durable est d'être atteint dans la région. *sardc.net* r

## Le Couloir de Nord-Sud pour hausser le commerce dans l'Afrique orientale et australe

**L'INITIATIVE DE** développement d'infrastructure du Couloir de NORD-SUD est exécutée par COMESA, EAC et SADC font le bon progrès.

Sous cette initiative, les trois communautés économiques régionales réhabiliteront l'infrastructure clé comme les routes, les postes de barre et frontière dans l'Afrique orientale et australe.



Plus de 1.2 milliard de US\$ a été élevé au début pour exécuter le projet du Couloir de Nord-Sud. Les projets incluent la construction de plus de 8.000 km de route, la réhabilitation de 600 km de piste et actualiser ferroviaire du port de Dar es Salaam dans la République Unie de Tanzanie – un des plus grand et plus occupé ports en Afrique.

A une réunion en Zambie l'an dernier, les Chefs d'agences de développement de route ou de départements de routes dans COMESA, EAC et SADC ont identifié 19 projets de route de priorité qui ont été soumis au Groupe de travail Tripartite pour la subvention par le Compte de Confiance Tripartite.

Les besoins de financement amèneraient le réseau de route entier jusqu'à une bonne condition le long de sa longueur entière entre Dar es Salaam et Durban, et alors maintenir la route dans cette condition jusqu'à 2030.

L'initiale (le premier an) les coûts d'entretien et de

réhabilitation sont estimés à 1.25 milliard de US\$, comme les niveaux significatifs de réhabilitation d'accumulation et besoin d'entretien d'être fait.

Toutefois, une fois l'accumulation initiale est adressée, les coûts d'entretien annuelle descend de manière significative pour les 20 ans prochain.

Dans le deuxième an, les coûts d'entretien du réseau entier (excluant des routes de l'Afrique du sud) est estimé pour être environ 75 millions de US\$.

Comme les besoins d'entretien périodique supplémentaire d'être faits, les coûts élèvent tel que en sixième an des coûts d'entretien sera de 600 millions de US\$, tombant à 450 millions de US\$ dans le septième an.

Le progrès a été aussi fait en roulant d'Arrêt-Poste Frontière concept qui vise réduire la quantité de temps inutile par les individus et les conducteurs des camions en éclaircissant des articles aux postes de frontière dans la région.

Sous l'arrangement d'un arrêt-poste frontière, les voyageurs seraient juste éclairci une fois pour le passage dans le prochain pays par opposition

avec la situation actuelle où les voyageurs doivent être sanctionnés de côté et d'autre de la frontière.

L'arrêt-poste frontière de Chirundu entre Zambie et Zimbabwe a été formellement ouverte en Décembre 2009, un point de référence pour l'intégration régionale parmi les Etats Membres de SADC.

Chirundu était une des postes de frontière choisie pour la phase pilote de l'initiative d'arrêt-poste frontière qui vise à faciliter le commerce et libère le mouvement de biens et services parmi les 15 membres communauté régionale.

Une des contraintes majeures au développement économique, l'allègement de pauvreté et la création de travail dans les trois régions est le coût élevé de faire des affaires à travers les frontières. Le coût de transport est directement relié au coût d'articles au consommateur final.

Il est estimé que la charge moyenne pour une attente de camion de transport routier pour compléter les formalités de dégageant à une poste de frontière dans SADC, la région d'EAC ou COMESA est entre 400 US\$ et 500 US\$ par jour. Quelques camions prennent cinq

jours pour clarifier une frontière, qui ajoute aux coûts ultimes de transports et d'importateurs.

Une autre inquiétude majeure pour le SADC-EAC-COMESA tripartite est cette réhabilitation d'infrastructure de transport a été traditionnellement faite dans l'isolement, signifiant qu'il n'y a pas de coordination de projets pour améliorer les réseaux de route.

Le concept du Couloir de Nord-Sud vise à adresser ce défaut en ayant un nombre de projets qui sont inter-relatés et qui adresse la route et l'infrastructure ferroviaire, réduisant le temps qui est pris en traversant les postes de frontière, l'infrastructure de port, et plus tard l'infrastructure d'énergie et ICT. r

### L'Afrique du Sud pour dépenser 800 milliard Rand sur l'infrastructure

**L'AFRIQUE DU** Sud dépensera plus que 800 milliard Rand pendant les trois années prochaines sur les nouvelles centrales électriques, les réseaux de route, les barrages et les pipe-lines de provision d'eau, la barre et les facilités des ports, les écoles, les hôpitaux et les bâtiments du gouvernement, le Ministre des Finances Pravin Gordhan a dit.

Les projets de priorité incluent la centrale électrique de Medupi qui a la capacité de produire à peu près 4.700 Mégawatts d'électricité. D'autres sont le pipe-line de multi-produit de Transnet, qui obtiendra des provisions de carburant intérieures et un arrangement d'amélioration d'autoroute, qui de manière significative ont calmé déjà la congestion sur les routes de Gauteng. *BuaNews* r

### Le Pont de Samora Machel rouvre pour les affaires

**LA REHABILITATION** du Pont de Samora Machel sur la Rivière de Zambezi dans la ville de l'ouest de Tete au Mozambique garantit que le pont durera encore 30 ans, le Ministre Député des Travaux Publics, Francisco Pereira, a dit à la cérémonie rouvrant le 30 Janvier.

Le pont fait partie de la route principale entre Zimbabwe et Malawi, et a été barré en 2008 pour les

rénovations. Toutefois, en raison de son importance à l'économie régionale, les certaines conditions ont été mises en place pour garantir que le pont n'a pas été entièrement fermé pour la circulation.

Le coût total pour la réparation est estimé environ 23 millions de US\$. En moyenne, environ 800 camions utilisent le pont chaque jour. *AIM* r

## Le Forum de Promotion d'Investissement de Tourisme de SADC Le potentiel plein de tourisme a besoin du développement d'infrastructure et de la promotion commune

L'AFRIQUE AUSTRALE a la capacité pour se rendre compte son potentiel plein de tourisme si l'investissement nécessaire est fait dans l'infrastructure clé comme les routes pour promouvoir le mouvement lisse de gens et les articles à travers la région.

Le Directeur de SADC pour l'Infrastructure et les Services, Remi Makumbe, a dit un Forum de Promotion d'Investissement de Tourisme de SADC récent aux Bruxelles qu'une base d'infrastructure vibrante et continue est possible s'il y a un changement de paradigme dans le financement d'infrastructure de tourisme et de services.

La "promotion de paquets de touriste régionaux fondés sur la commercialisation de joint de SADC comme une destination seule" est aussi crucial à hausser des arrivées dans la région, Makumbe a dit.

"C'est impératif que nous nous commettons entièrement au

développement de l'infrastructure rendue capable nécessaire pour ouvrir les occasions dans les stations exotiques différentes," il a dit, ajoutant que "ceci fera sans aucun doute améliorer notre compétitivité qui n'oublie pas que la ruée globale pour les touristes reste une réalité."

Ce changement pourrait être atteint par l'établissement de forts Partenariats de Secteur Privé Publics (PPPs), qui sont critique au développement durable comme ils promeuvent une situation de victoire-victoire pour l'intérêt public et le partenaire privé.

Makumbe a dit pendant que les infrastructures physiques comme les routes "facilite lisse, l'accès continu et abordable à notre chères stations de touriste," il y a aussi le besoin pour SADC pour intensifier ses efforts pour améliorer sur "les aspects doux qui relatent aux visas, l'immigration et traverse la facilitation de frontière."

SADC a identifié un nombre de facilitation projets pour hausser des arrivées. Toutefois, les divers défis freinent le processus d'implémentation.

Ces initiatives incluent des projets de lancer un SADC Visa Universel (Univisa), qui rendrait capable des touristes d'hors de la région pour obtenir un seul visa pour visiter tous les pays de SADC.

Cinq Etats Membres mènent le processus d'implémentation - Botswana, Mozambique, Namibie, Swaziland et Zimbabwe.

Les autres initiatives sont l'investissement dans les facilités de touriste, en insistant particulièrement sur les Zones Protégées de Frontière de Trans (TFCA), a mis sur le marché sous le marque "Sans Bornes de l'Afrique Australe", qui était le projet d'ancre pour le Football de Coupe du Monde d'Afrique du Sud de SADC 2010 Stratégie de Tourisme.

Le SADC 2010 Programme de Promotion d'Investissement qui a été lancé par le Sommet de SADC en 2009 est un autre projet, de même que l'implémentation de projets d'efficacité transfrontaliers et l'introduction de postes de frontière continues par l'Arrêt-Poste Frontière (OSBP) concept.

Makumbe a appelé plus de coopération entre SADC et l'Union Européenne comme la Zone Euro "reste le marché de source clé pour le tourisme dans SADC. Nous exhortons nos partenaires Européens pour considérer conférer un 'préféréd statut de destination' à notre région."

La région de SADC continuera à se fixer sur la commercialisation d'Afrique comme une seule destination marquée, Mukumbe a dit,

"comme nous cherchons à maximiser nos occasions fondées sur la collectivité comme une région."

"Nous continuons à mettre en évidence nos produits de tourisme, qui sont caractérisés par les produits uniques, la splendeur inégalée et un accueil chaleureux avec des impressions durables. Notre espérance est pour le tourisme pour changer le rythme et le cours des économies de 15 nations de SADC et que le tourisme devient l'épicentre de réapparition de notre croissance économique, dirigée par notre vision commune, nos valeurs, notre destinée et un avenir partagé."

Le tourisme est un facteur dans les économies de la plupart de pays de SADC, et la région est dotée avec les attractions nombreuses.

Ceux-ci incluent les Chutes de Victoria entre Zambie et Zimbabwe, le Désert de Namib en Namibie, Mont Kilimanjaro en Tanzanie et Le Cape Town en Afrique du Sud, sites historiques comme le Great Zimbabwe et l'île de Mozambique, les plages, les parcs de jeu et les réserves côtière immaculée qui abondant en faune, les paysages dramatiques, et la riche culture traditionnelle à travers la région.

Le Forum de Promotion d'Investissement de Tourisme de SADC, tenu à la mi-Février a été organisé de la part des Etats Membres par le Secrétariat de SADC avec le soutien du Groupe des Ambassadeurs de SADC en Belgique.

Les autres partenaires étaient l'UE, ACP/UE et le PROCINVEST. Les parieurs pertinents comme l'Organisation de Tourisme Régionale d'Afrique Australe (RETOSA) a participé dans le forum. r

### SADC dans le tourisme image-construisant

L'ORGANISATION REGIONALE de Tourisme d'Afrique Australe (RETOSA) dit que la région travaille à améliorer les images de pays individuelles si comme améliorer les afflux de touriste dans SADC.

L'administrateur dirigeant Francis Mfune a dit ceci pendant un appel de courtoisie sur la Vice-présidente Zimbabwéenne Joice Mujuru à Harare.

Il a dit que quelques Etats Membres étaient confrontés aux défis d'image qui freinent la croissance de tourisme malgré les sites touristiques naturels et la culture riche sur l'offre.

Il a dit que les pays membres devraient améliorer leur image



Célébrations à la Carnaval de Seychelles

par la participation dans les carnivals régionaux et internationaux et les expositions de tourisme comme l'un tenu à Seychelles.

Le Carnaval de Seychelles a été tenu le 4-5 Mars et a attiré beaucoup de pays de la région. r

## Le système régional de commerce d'énergie actif

**LE SYSTÈME** du courant-échangeant régional compétitif et récemment lancé a visé à hausser le mettre en commun d'électricité à travers la région fait le progrès graduel avec plus des pays membres qui échangent parmi eux.

Le Pool de l'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), qui coordonne la planification, la génération, la transmission et mettant sur le marché d'électricité de la part d'Etat Membre utilités dans la région de SADC, a dit que l'activité significative a été éprouvée depuis le Day Ahead Market (DAM) a ouvert pour la vie commerciale le 15 Décembre 2009.

Une vente totale de 367.704 heures de Mégawatt (MWh) et 156.787 MWh offres d'achat ont été reçues sur la plateforme de commerce de DAM depuis Janvier. (Voir la table)

SAPP a dit que 41.519 MWh a été égalé sur la plateforme de commerce de DAM. Toutefois, seulement 26.040 MWh était échangé, qui est approximativement 1 pourcent de la part du marché.

“Un total de 15.479 MWh a été égalé mais ne pourrait pas être échangé en raison des contraintes de transmission. Ceci représente 37,3 pourcent de ce qu'a été égalé,” SAPP a dit.

SAPP a dit que l'exécution de revenu était bon ajoutant que le marché traversé a été généralement atteint pour plus de 60 pourcent du temps et pour une moyenne d'autour de 20 heures par jour.

Sur quelques jours, la croix du marché a été atteinte pour 24 heures et le prix moyen était 14USc/KWh.

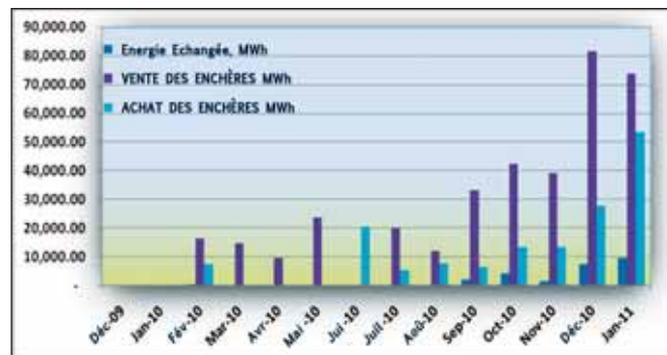
Les prix d'échange sont réglés par le vendeur et administré par SAPP. Le reste du commerce est échangé via les contrats bilatéraux à long terme avec les tarifs fixes.

Les prix sont aussi réglés fondé sur la demande et la provision entre les utilités dans les pays où la réserve de courant fonctionne.

SAPP a dit que la participation par les utilités membres a monté à huit de cinq au mois de Septembre 2010 et six des utilités sont actifs sur une base quotidienne. Plus d'utilités sont comptés allumer le conseil bientôt.

Toutefois, les divers défis ont été notés sur le commerce de DAM. Ceux-ci incluent les écarts de prix entre les acheteurs et les vendeurs, la participation de niveau bas et inconsistance par les membres et la balance

### Résumé des enchères présentés le 31 Janvier 2011



Source: SAPP

de priorités nationales. affecte le commerce d'une Les autres contraintes incluent coopérative à une réserve la migration soudaine qui compétitive. r

## SAPP pour commander 1,250 MW en 2011

**L'AFRIQUE AUSTRALE** compte commander six projets d'énergie qui ajoutera à peu près 1,250 Mégawatts (MW) d'électricité à la région en 2011.

Le courant viendra d'Afrique du Sud, quels objectifs pour commander à un total de 530 MW et au Zimbabwe 300 MW. L'Angola pèsera en avec 150 MW, La République Démocratique du Congo avec 80 MW pendant que Botswana ajoutera à peu près 120 MW et Namibie à peu près 20 MW.

Toutefois, à peu près 1,110 MW du nouveau courant ajoutera à la grille régionale comme Angola n'est pas connecté à la grille, qui est géré par le Pool de l'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP).

En 2010, SAPP a ajouté à peu près 1,110 MW d'électricité. En 2009, SAPP pouvait ajouter un total de 2,187 MW contre une cible planifiée de 2,400 MW.

Les utilités de l'Etat Membre ont identifié un nombre de priorité projets pour commander sur le prochain peu des ans pour adresser la situation d'énergie

paralysant dans la région. (Voir la table)

Par exemple, entre 2011 et 2015, SAPP compte commander des projets qui ajouteraient environ 16,870 MW d'électricité à la grille régionale, permettant à la région pour égaler l'offre et la demande.

La région de SADC a éprouvé les manques de courant qui

datent déjà en 2006 en raison d'une combinaison de facteurs y compris la génération diminuant capacité en surplus contre la croissance croissante recherchée.

Les manques actuels sont malgré le potentiel de génération énorme qui existe dans la région qui étend de l'hydro, le vent, le gaz à l'énergie solaire. r

### La réhabilitation et les nouveaux projets

No.	Pays	LA NOUVELLE CAPACITÉ DE GÉNÉRATION, MW					TOTAL
		2011	2012	2013	2014	2015	
1	ANGOLA	150	0	260	260	0	670
2	BOTSWANA	120	600	-	-	300	1,020
3	RDC	75	430	25	150	-	680
4	LESOTHO	-	25	-	110	-	135
5	MALAWI	-	-	64	150	100	314
6	MOZAMBIQUE	-	-	150	600	750	1,500
7	NAMIBIE	23	83	103	-	800	1,009
8	AFRIQUE DU SUD	530	288	3,105	1,721	2,890	8,534
9	SWAZILAND	-	-	-	-	300	300
10	TANZANIE	60	160	-	740	600	1,560
11	ZAMBIE	-	6	360	120	34	520
12	ZIMBAWE	290	-	20	55	355	720
<b>TOTAL</b>		<b>1,248</b>	<b>1,592</b>	<b>4,087</b>	<b>3,906</b>	<b>6,129</b>	<b>16,962</b>

Source: SAPP



# L'ÉNERGIE EN AFRIQUE

LE RÉSUMÉ DE LA POLITIQUE DE L'ÉNERGIE No 5, Avril 2011

## La Sécurité de l'énergie et la Quête pour l'Autosuffisance

### 1.0 Introduction

L'AFRIQUE AUSTRALE a pendant les deux décennies passées esquissé sa stratégie de l'énergie et la politique dans plusieurs documents comme le Protocole de SADC sur l'Énergie (1996), la Politique de Coopération de l'Énergie de SADC et la Stratégie (1996) et le Projet d'Activité de l'Énergie de SADC (2000).

Bien que maintenant démodé et déjà sous la revue, le cadre de politique encourage au moins une approche régionale au développement du secteur de l'énergie. Toutefois, cette approche n'a pas été jusqu'ici soutenue par les véritables actions à bout de forces comme les Etats Membres optent souvent pour ce que peut sembler des options plus faciles à court terme tenant compte des manques actuels, les options qui pourraient être en fait insuffisantes sur le plan d'adresser les besoins de l'énergie à long terme de la région.

### 2.0 Le Contexte Dominant

Le Pool de l'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) a conseillé aussi tôt que 1999 que la demande pour l'énergie dans SADC augmentait plus rapide que la croissance de la capacité de génération. Il a averti que la région ferait face à des manques analysés par 2007 à moins que les mesures immédiates aient été prises pour investir dans la nouvelle capacité de génération.

Le conseil de SAPP est venu contre une toile de fond d'aucuns investissements majeurs dans le secteur de l'énergie d'Afrique australe dans les derniers 20-30 ans.

La croissance de la demande d'électricité moyenne régionale est actuellement estimée à peu près cinq pourcent par l'an contre une de-recette de niveau bas de projets pour hausser la génération de l'énergie. Ceci a eu pour résultat le chargement qui perd dans la plupart de pays de SADC.

### La croissance de l'électricité en demande dans SADC

No.	Pays	Utilité	2009 Pic de la Demande	2009 Pic de la Demande	Croissance de la demande
1	ANGOLA	ENE	668	724	8.4%
2	BOTSWANA	BPC	503	553	9.9%
3	RDC	SNEL	1,028	1,081	5.2%
4	LESOTHO	LEC	116	121	4.3%
5	MALAWI	ESCOM	260	260	0.0%
6	MOZAMBIQUE	EDM	435	501	15.2%
7	NAMIBIE	NamPower	451	449	-0.4%
8	AFRIQUE DU SUD	Eskom	35,850	36,705	2.4%
9	SWAZILAND	SEC	200	204	2.0%
10	TANZANIE	TANESCO	705	802	13.8%
11	ZAMBIE	ZESCO	1,498	1,500	0.1%
12	ZIMBABWE	ZESA	1,403	1,469	4.7%
<b>TOTAL SAPP</b>			<b>43,117</b>	<b>44,369</b>	<b>2.9%</b>
<b>Total Lié SAPP</b>			<b>41,484</b>	<b>42,583</b>	<b>3.1%</b>

Note: ZESA a réprimé la demande, si non son sommet sera 2000MW

Source: SAPP

Comme une mesure de bouche-trou, SAPP a promu l'usage de direction de demande-côté (DSM) les politiques qui ont jusqu'à un certain point sont arrivées à restreindre la demande générale dans la région. Par exemple, la croissance dans la demande de sommet était moins un pourcent dans 2008 en comparaison de 2007.

En se basant sur la prévision actuelle de chargement, et barrer n'importe quelles mesures de DSM, la région de SADC est réglée pour continuer avec le déficit de génération précaire jusqu'à ce que 2014 quand la situation devrait calmer, pourvue que les projets de génération planifiés sont exécutés à l'heure.

Outre les mesures de DSM, SADC a poussé aussi pour l'investissement d'infrastructure de l'énergie et le développement sur le peu des ans passés.

La plupart de projets de l'énergie ont un délai long, surtout l'une plus grande et régionale qui n'importe quoi peut prendre jusqu'à sept ans de quand la construction de la plante commence à quand les utilisateurs peuvent allumer des lumières dans leurs maisons.

### 3.0 Les Défis et Les Occasions

La période interminable il a pris avant que l'investissement significatif est entré dans les projets de l'énergie de signification régionale et le début-et-le modèle d'arrêt de projets identifiés loin suggérerait si qu'il y ait des défis nombreux qui font face à une approche régionale au développement d'énergie.

Tout à fait évidemment, le plus grand tel défi doit être le national contre l'énigme d'intérêt régionale. Ceci peut manifester à la suite de beaucoup de facteurs. Les manques de l'énergie peuvent être facilement une situation délicate de la politique, surtout pendant le temps des élections. Ainsi comme la pression de consommateur monte à la maison, la tendance est souvent d'être regarder vers l'intérieur, aller pour les plus petits projets qui sont moins complexe et a un délai plus court. Mais est-ce toujours la meilleure option?

Dans un Projet de Pool proposé fondé sur les scénarios différents et avec un horizon de planification qui tend à 2020, SAPP a souligné les avantages résultant de des projets persistés collectivement aussi une région au lieu d'individuels Etats Membres.

Aller cette route aurait pour résultat non seulement la meilleure coordination et la meilleure optimisation mais les économies de coût totales d'en haut 48 milliard de US\$ sur l'horizon de planification.

Le deuxième défi est le manque des champions politiques beaucoup-nécessaires et une erreur d'assortiment de priorisation parmi les Etats Membres impliqué. L'implémentation de projets identifiés a été lente dans la mesure où quelques-uns sont devenus moribonds en raison d'un nombre des obstacles politiques.

Par exemple, le Malawi-Mozambique interconnecteur qui a été un projet de priorité pour beaucoup d'ans et avait obtenu la subvention de la Banque Mondiale a eu finalement la subvention retirée en 2010 en raison d'une erreur d'assortiment de priorisation de la part des deux pays impliqués.

Le 3.500 Mégawatt (MW) Projet de l'énergie de Westcor qui a été établi par cinq pays -- Angola, Botswana, RDC, Namibie et

# ÉNERGIE AUSTRALE



Afrique du Sud – tirés l'énergie d'Inga en RDC était chargé avec beaucoup des obstacles légaux et politiques jusqu'à ce qu'il a été finalement terminé en 2010.

Un troisième défi pour les projets de l'énergie régionaux est relaté aux inquiétudes sur la sécurité de contrat et à la sécurité de transmission, c'est-à-dire, de la source de l'énergie ou sur l'infrastructure poussant dans les troisièmes pays. Pour payer l'énergie d'un pays avoisinant est une chose, l'obtenant comme et quand il est exactement nécessaire de peut être une autre chose entièrement comme ceci est assujéti à plusieurs autres facteurs.

Les pays d'électricité-insuffisants n'ont pas d'ordinaire de contrôles sur l'infrastructure de transmission dans les autres Etats Membres mais par lequel leurs propres importations passent. Par exemple, l'Afrique du Sud ne peut pas contrôler ce qu'arrive le long de la grille régionale quand il importe de l'électricité du RDC, bien qu'il soit présumé que ceci est la responsabilité de SAPP.

Les indications récentes développées par l'Association de Régulateurs d'Electricité Régionale (RERA) et approuvé par les ministres d'énergie en Angola en 2010 fournissent une occasion viable au commerce de l'électricité transfrontalier lissé dans la région. Bien que SAPP loin satisfaisamment a traité si pousser les déséquilibres comme et quand ils se sont présentés, les Etats Membres ont besoin d'exécuter les indications de RERA si la plupart des inquiétudes de transmission-relaté sont d'être adressé de manière holistique.

Un quatrième défi est des accords conduits dans un marché qui est dominé par ESKOM. Un accord conduit garantit qu'un acheteur veut acheter l'électricité future produit par l'entreprise qui fournit ou l'utilité. Beaucoup de temps des fournisseurs dans les industries de l'énergie utilise des accords conduits pour garantir que leurs investissements dans les centrales électriques sont garantis la durabilité. Et les accords conduits sont une nécessité pour obtenir le financement dehors.

Un exemple pertinent est la Centrale Electrique de Mmamabula au Botswana. A signifié au début pour être une initiative régionale compté ajouter au début 1.200 MW de l'énergie à la grille de SAPP par la construction d'une plante charbon-vidé près de la frontière avec l'Afrique du Sud, le projet a pris maintenant un foyer national plutôt étroit. En raison des complexités associées avec les accords conduits et piquée par les manques de l'électricité à la maison, Botswana a pour le moment réduit le projet pour produire 300 MW pour le marché domestique seulement.

Sans oublier, un autre défi qui empêche une approche régionale aux projets d'énergie est de faire avec les obstacles légaux qui relatent au financement des projets. Ceci est partiellement de faire avec le fait que les Etats Membres différents ont les environnements régulateurs infiniment différents et qu'il n'y a pas

d'entité régionale dans l'Afrique du sud qui peut signer des accords financiers de la part des Etats Membres impliqué dans le projet régional donné.

Un exemple pertinent est le Zimbabwe-Zambie-Botswana-Namibie (ZiZaBoNa) la ligne de transmission qui relie les quatre pays. Pendant que SAPP fournit actuellement les rôles de direction et de coordination, la responsabilité d'élever des ressources financières ont été laissés aux quatre gouvernements individuels. Le succès du projet est donc à la merci de la capacité des Etats Membres individuels pour élever les ressources nécessaires.

## 4.0 Conclusions et Recommandations

### 4.1 Les Conclusions

Généralement, la quête pour la sécurité d'énergie régionale dans SADC a toujours impliqué un équilibre délicat entre les intérêts nationaux et régionaux. Parmi les manques aigus, les Etats Membres ont eu la tendance à prendre la route de souverain de tenter d'atteindre l'autosuffisance nationale, au lieu de dépendre de la provision d'un autre pays.

L'attraction est d'ordinaire la période de gestation plus courte pour les projets nationaux en comparaison des plus grandes facilités d'énergie régionales qui inclut souvent plusieurs pays et implique des négociations soignées parmi les états de bénéficiaire et avec les financiers potentiels.

Toutefois, cette approche qui est seulement motivée par les intérêts paroissiaux est contre l'esprit d'intégration régionale et donc pas dans l'intérêt à long terme de la région.

### 4.2 Recommandations

- Le Secrétariat de SADC devrait être plus dynamique et est permis de jouer un plus catalytique et le rôle de médiateur dans l'implémentation de projet de l'énergie régionale pour secouer des obstacles d'étranglement politiques de même que prévoir et traiter telles obstacles avant qu'ils deviennent trop sérieux;
- Le Secrétariat de SADC et les institutions de SADC comme SAPP et RERA devraient être mandatés pour appliquer la conformité avec les engagements régionaux, y compris les pénalités pour le non- soumission;
- Etats Membres ont besoin de presser les réformes de secteur de l'énergie y compris adopter les cadres régulateur commun pour adresser des inquiétudes de la sécurité d'infrastructure de transmission et font l'exécution contractuelle plus facile pour le commerce de frontière fâché; et
- Comme avec toutes les tentatives régionales, les projets de l'énergie régionaux ont besoin des champions politiques s'ils sont d'être remués par les obstacles politiques et avec succès exécuté. □

Ce dossier politique est publié par le Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (SARDC) avec le soutien du Ministère des Affaires Étrangères de la Norvège par l'entremise de l'Ambassade à Maputo, Mozambique, comme partie du projet "Communication sur l'Énergie en Afrique Australe." Le dossier politique et les informations relatives sur l'énergie sont disponibles dans la Bibliothèque Virtuelle pour l'Afrique Australe à [www.sardc.net](http://www.sardc.net) Connaissance pour le Développement.

## Energie renouvelable: La façon pour aller

**L'AFRIQUE AUSTRALE** comme le reste du monde tourne lentement à l'énergie renouvelable comme le besoin pour le nettoyeur et aux sources d'énergie alternatives gagne l'élan.

Ceci est aussi dans la réalisation que le fossile alimente de et l'autres forme d'énergie comme le charbon ne dureront pas à jamais, donc le besoin de préparer à l'avenir.

Selon une étude récente par le Pool de l'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), la région de SADC continuera à exiger plus d'énergie à l'avenir pour ses besoins développementaux.

Les utilités de l'Etat Membre par SAPP ont identifié un nombre de priorité projets pour commissioner sur le prochain peu des ans pour adresser la situation d'énergie dans la région.

La plupart de ces projets sont ciblé aux sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire, l'hydro et le vent - qui sont moins de polluer à l'environnement en comparaison des autres formes comme le charbon thermique.

Ces projets incluent le projet d'hydroélectricité de Mphanda Nkuwa au Mozambique, Itezhi Tezhi hydroélectricité en Zambie et le projet de gaz de Kudu en Namibie.

Les autres projets sont les projets d'énergie de Medupi/Kusile en Afrique du Sud et le projet d'hydroélectricité d'Inga dans La République Démocratique du Congo.

Le projet d'Inga a le potentiel de produire à peu près 40.000 Mégawatts (MW) d'électricité, assez pour rencontrer les besoins de l'électricité actuels pour la région de SADC entière.

La centrale électrique de Mphanda Nkuwa a la capacité d'ajouter à peu près 1.500 MW de nouvelle électricité sur la grille d'énergie régionale.

Certains de ces projets sont des concurrents pour le

financement de carbone sous le Développement Mécanisme Propre (CDM), bien que tous n'est pas qualifié en raison de la nature complexe de faire une demande de cette subvention.

Fondé sur une analyse par SADC, un total de 19.000 MW de projets de génération pourrait être commandé sous le CDM dans la région.

Toutefois, selon les données disponibles, l'Afrique Australe a profité le moins parmi toutes

les régions du continent de 7 milliard de US\$ du marché de CDM annuel.

L'Afrique du Sud représente la majorité des projets suivis par la République Unie de Tanzanie, le RDC, le Madagascar, l'Ile Maurice et la Mozambique.

Certains des projets d'énergie renouvelables principaux dans SADC incluent le projet d'énergie éolienne en Afrique du Sud. Le pays a l'intention de commander au moins 400 MW d'énergie

éolienne par les producteurs d'énergie indépendant par 2013.

La plupart des plantes seront localisées le long de la Côte Pacifique qui a le potentiel de produire à peu près 10.000 MW d'électricité. Eskom, l'utilité d'énergie nationale, croit que la révolution de vent dans le pays a la capacité de produire 10 fois les estimations d'énergie de vent officielles.

La Namibie a annoncé des projets de construire une ferme de vent à la Baie de Walvis pour produire 300 MW d'électricité par la fin d'année.

En Tanzanie, il y a des projets de construire une 50 MW de ferme de vent dans la région centrale du pays pendant que Mozambique a aussi l'intention d'investir plus dans l'énergie de vent.

En ce qui concerne l'énergie solaire, le Botswana a l'intention de construire un 200MW plante solaire. La plante a la capacité d'adresser une portion significative des besoins d'énergie du pays comme ses besoins de consommation d'énergie nationale se tiennent à juste de 450MW.

Ceci suit une réussite au Madagascar qui a vu la nation d'île qui entreprend un exercice à petite échelle d'exploiter l'énergie solaire et fournir l'électricité à la population rurale qui n'est pas connecté à la grille d'électricité nationale.

Les cliniques et les hôpitaux ruraux ont été équipés avec les technologies solaires comme petits panneaux solaires pour produire leur propre électricité et dans le processus les rendre capable d'emmagasiner des vaccins vitaux et les autres médicaments.

Pendant que les projets renouvelables d'énergie sont pourtant d'être exécuté sur une grande échelle dans les autres pays de SADC, les efforts sont en route d'explorer des façons d'exploiter la forme propre d'énergie dans la ligne avec les normes internationales. r



L'Énergie Solaire est une source alternative d'énergie propre et renouvelable.

### L'énergie une cible clé dans un nouveau Mozambique FDI

**LA MOZAMBIQUE** vise à attirer 4 milliard de US\$ dans l'investissement direct étranger (FDI) cette année, qui doublerait la figure de l'année dernière, selon le Centre de Promotion d'Investissement de Mozambique (CPI).

Le Directeur Général Lourenço Sambo a dit que son agence mettrait sur le marché l'énergie du pays et les secteurs miniers de même que l'agriculture et l'infrastructure, aux investisseurs étrangers de l'Inde, la Chine et l'Europe.

«Notre cible majeure est d'avoir plus que 4 milliard de US\$ d'investissements directs étrangers en 2011, de 2 milliard de US\$ de l'an dernier quand la

crise financière globale balayée à travers le monde qui a pour résultat la tendance descendante d'investissements».

Sambo a dit qu'une délégation de gouvernement menée par le Premier Ministre Aires Ali est comptée visiter l'Inde cette année pour chercher des investisseurs.

«Nous ne livrerons pas un discours politique là, mais dira aux entreprises indiennes de venir et investir dans notre énergie, en exploitation minières et dans les secteurs d'agriculture où nous avons le potentiel, et aussi d'améliorer nos couloirs de commerce comme les ports et les chemins de fer, » il a dit. r

## L'économie verte critique pour le développement durable

par Neto Nengomasha

**LES EFFETS** défavorables de changement climatique sur la durabilité écologique et le bien-être humain ont forcé la plupart des pays pour éloigner du marron” ou l'économie traditionnelle à l'économie verte – une option viable pour le développement durable.

Le concept a été décrit par les écologistes comme un nouveau paradigme puissant dans le 21<sup>ème</sup> siècle offrant les solutions créatives aux défis globaux multiples en reliant des gens, la planète et la prospérité.

L'économie verte est considérée comme l'une qui a pour résultat d'améliorer “le bien-être et l'équité sociale, en réduisant de manière significative des risques écologiques et des raretés écologiques”.

Selon la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (ECA), l'économie verte vient contre la toile de fond de crises sérieuses dans le climat, la diversité biologique, la nourriture, le carburant et l'eau, et plus récemment, les crises financières qui ont été tout caractérisées par le mal localisé brut de capitale en est aggravé par les polices actuelles et les encouragements du marché.

Un rapport récent par UNEP intitulé “Vers une Economie Verte” exprime le développement durable peut être seulement atteint s'il y a une transformation économique qui promeut l'efficacité de ressource et d'énergie et réduit la dégradation écologique.

“C'est le temps pour catalyser et enfoncer la transition d'économie verte à travers le globe du niveau international en bas à la communauté locale. L'économie verte peut – si amené dans les pièces ministérielles, les chambres de salles de réunion et mairie –

offre une alternative viable au status quo non durable,” Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies et l'Administrateur Dirigeant du Programme d'Environnement d'ONU, Achim Steiner, a dit.

L'Union Africaine a endossé entièrement l'adoption de l'économie verte comme un véhicule pour le développement durable.

“C'est non plus seulement pertinent aux pays développés mais aussi un catalyseur pour l'éradication de croissance et pauvreté dans les pays en voie de développement aussi,” a dit Patrick Mwesigye, l'Officier d'Industrie Régional avec le Programme d'Environnement des Nations Unies (UNEP).

Parlant à l'inauguration du Sommet de l'Economie Verte à Johannesburg en 2010, Jacob Zuma le Président Sud Africain a dit que l'économie verte exige des stratégies et des projets intégrés qui équilibrent les objectifs économiques, écologiques et le développement social avec soigneusement la politique et les cadres institutionnels pour garantir le développement durable.

“L'échec d'écosystème compromettra sérieusement notre capacité à adresser nos priorités sociales et économiques. Les ressources naturelles sont des biens économiques nationaux, et notre économie dépend lourdement sur l'énergie et les ressources minérales, la diversité biologique, l'agriculture, l'exploitation des forêts, la pêche et le tourisme,” il a dit.

L'économie verte est dans la ligne avec ce qu'a été consenti à la 16<sup>ème</sup> Conférence de Partis (COP 16) a tenu l'an dernier à Cancun, Mexique.



Les experts de climat ont consenti à établir un Climat Fonds Verts ont voulu aider des pays en voie de développement pour adapter aux effets de changement climatique et adaptent leurs économies et leur infrastructure au climat changeant.

L'économie verte sera un de deux thèmes du Rio + 20 conférence être tenue en Rio de Janeiro, Brésil, en 2012, dans le contexte d'éradication de développement durable et pauvreté. Ceci marque 20 ans après le Sommet de Terre tenu en Rio en 1992. r

## L'Afrique du Sud se prépare pour COP17

**L'AFRIQUE DU** Sud a établi un comité interministériel pour mener la préparation pour les prochaines négociations de changement climatique réglé pour Durban plus tard cette année.

Le Ministère de Relations Internationales et Coopération dirigera le comité. Jacob Zuma le Président Sud Africain a dit dans son Etat de Nation adresse que la conférence devrait être utilisée comme un point raillant pour informer et mobiliser des communautés autour des problèmes de l'environnement.

“Nous sommes humilié par la confiance montrée à la capacité de l'Afrique pour organiser cette réunion encore après le succès d'organisation du Kenya en 2006.”

Zuma a dit qu'Afrique profiterait de COP17 pour souligner les effets dévastant de changement climatique sur le continent de même que les réponses “nous exécuteurs.”

Le changement climatique résultant a eu des effets

dévastant comme la fréquence et la sévérité augmentée de sécheresses et les inondations, surtout en Afrique – pourtant le continent est le moins collaborateur d'émissions de serre qui causent le changement climatique.

“Nous prendrons en avant le bon travail fait par le Mexique et approchera COP17 dans un esprit de consultation compréhensive et ouverte avec tous les partis et les parieurs.”

“Ceci nous rendra capable de travailler à une issue qui est compréhensive et acceptable à tous les partis,” a dit le président Sud Africain. r





## Commission sur le Statut de Femmes

## Vers l'égalité de sexe

LE 55<sup>ème</sup> COMMISSION sur le Statut de Femmes (CSW) s'est rencontrée à New York récemment pour réexaminer l'implémentation de divers projets d'action qui cherchent promouvoir l'égalité de sexe.

Un nombre de résolutions comme amélioration d'accès à l'éducation et la disposition élevée de VIH et SIDA a été adopté à la réunion.

Dans un communiqué relâché après la réunion, la commission a exhorté des gouvernements nationaux et tous les parieurs au courant principal une perspective de parité de sexes dans la législation, les politiques et les programmes dans tous les secteurs, y compris l'éducation, l'entraînement, la science et la technologie pour adresser l'accès et la participation inégales des femmes et des filles dans l'éducation.

Il y avait un appel pour fortifier des capacités pour garantir que les politiques d'éducation de science et les programmes sont pertinents aux besoins des femmes et des filles.

“Les parieurs devraient incorporer systématiquement une perspective de parité de sexes dans les politiques budgétaires à tous les niveaux pour garantir que les ressources



publiques dans l'éducation, l'entraînement, la science, la technologie et la recherche profitent également des femmes et des hommes, les filles et les garçons, et contribuer à l'habilitation des femmes et des filles,” la commission a dit.

La commission a ajouté qu'il y a le besoin de garantir les femmes et les filles ont l'accès plein et égal à la qualité d'éducation et la formation professionnelle formelle simple et non-formel à tous les niveaux, y compris la gratuité de l'éducation primaire et obligatoire, et fournir des occasions éducatives.

L'Afrique Australe a assuré son soutien vers l'implémentation réussie de résolutions consenties qui dit que la coopération parmi tous les parieurs produira des résultats positifs.

La Ministre namibienne de la Parité de Sexes et de Bien-être d'Enfant, Doreen Sioka, qui a représenté SADC à la réunion, ont dit que le thème de la 55<sup>ème</sup> séance du CSW était critique comme la provision d'éducation et la science sont clé à l'émancipation de femmes.

Le thème de priorité pour la séance était “l'Accès et la Participation de Femmes et Filles dans l'Education, l'Entraînement, la Science et la Technologie, y compris pour la Promotion d'Accès Egal des Femmes à l'Emploi plein et de Travail Décent.”

“SADC reconnaît que la science, la technologie et l'innovation peuvent être un outil avec lequel accélérer l'accomplissement des objectifs de développement internationalement consentis et

les Objectifs de Développement de Millénaire,” Sioka a dit, ajoutant que la technologie peut, par exemple faciliter l'éradication de pauvreté, le changement climatique, et les maladies.

Elle a dit que SADC a identifié la technologie et l'éducation comme certains des outils les plus importants pour équiper ses peuplades de même qu'adresser le déséquilibre de parité des sexes, et a ratifié le Protocole de SADC sur l'Education et l'Entraînement.

“Aujourd'hui il y a une tendance accélérant vers les cadres de qualification comme un instrument pour développer, classifier et reconnaître l'érudition formelle à travers le continent Africain,” elle a dit.

Sioka a dit que la région a aussi adopté au mois de Mars 2010 le SADC le Cadre de Qualification Régional qui cherche harmoniser le système d'éducation dans l'Afrique Australe.

Le continent africain a noté que pendant que le progrès significatif a été fait avancer l'égalité de sexe, il y a toujours plus qui est nécessaire pour garantir toutes les barrières à l'égalité de sexe sont adressées.

Le Représentant Permanent de Mozambique à l'ONU, Daniel Antonio, parlant de la part du Groupe d'Afrique a dit que, “Dans les décennies passées beaucoup de progrès a été fait par l'Afrique dans l'accès grandissant à l'éducation fondamentale pour les filles.”

“Néanmoins beaucoup reste à faire pour faire la science et la technologie attrayante aux femmes.”

La 55<sup>ème</sup> séance du CSW a été tenue le 22 Février au 4 Mars. Le CSW est un corps de décision principal global de représentants d'états membres qui se rassemble pour évaluer le progrès sur l'égalité de sexe, identifier des défis, fixer les normes globales et formuler des politiques pour promouvoir l'égalité de sexe et l'avancement de femmes mondiales. r

## SADC célèbre la journée internationale des femmes

L'AFRIQUE AUSTRALE a joint le reste du monde pour la célébration du 100<sup>ème</sup> anniversaire de la Journée Internationale des Femmes le 8 Mars.

Dans un message, le secrétariat de SADC a dit que “2011 est spécial comme il marque cet anniversaire important et aussi la naissance de ‘Femmes d'ONU’, l'entité d'ONU pour l'égalité de sexe et l'habilitation de femmes.”

“Ceux-ci sont des développements importants qui exigent le reflet profond d'où nous sommes comme une région et comment nous voulons

améliorer nos efforts d'exécuter la parité de sexes et les engagements de développement.”

La déclaration a dit que la région continue à remonter les principes de droits de l'Homme, l'égalité de sexe et l'habilitation des femmes conformément aux divers traités de SADC et les protocoles, y compris le Protocole de SADC sur l'Education et l'Entraînement, déjà dans la force, et le Protocole de SADC sur la Parité de Sexes et le Développement, compté être ratifié cette année.

Le secrétariat a dit qu'il plaît de noter que la région a fait des avancées significatives vers son

objectif pour atteindre l'égalité de sexe dans l'éducation.

“Les taux d'alphabétisation dans la région de SADC sont plus hauts qu'ailleurs sur le continent. Toutefois, les femmes ont toujours les taux d'alphabétisation plus bas que les hommes.”

“Il y a le besoin d'augmenter les unités d'alphabétisation pour les hommes et les femmes avec les approches visées à l'éducation fondamentale adulte pour enjamber l'écart de la parité de sexes. Les mesures pour réexaminer des politiques sur les frais d'école, faisant l'éducation gratuit et obligatoire doivent être employée.” r

## La Chine pour annuler la moitié de la dette du chemin de fer de TAZARA

VICE-MINISTRE chinois de Commerce Zhong Shan a signé un accord avec les homologues de Zambie et de la République Unie de Tanzanie pour annuler 50 pourcent de la dette de l'emprunt chinois qui est utilisé pour construire le Chemin de fer de Tanzanie-Zambie (TAZARA).

Le gouvernement chinois a pris l'action à cause de l'amitié traditionnelle entre Chine et Afrique, Zhong a dit à la cérémonie de signature en Lusaka, ajoutant que les gens chinois veulent faire leur meilleur pour soutenir le développement des gens africains.

Il a dit que les espoirs du gouvernement chinois est l'opération de chemin de fer avec moins de dette haussera l'économie régionale et bénéficiera les deux pays.

La Chine a financé la construction du chemin de fer à la demande des dirigeants de Tanzanie et Zambie en 1970, commençant le travail en 1973 et le remettant après l'achèvement en 1976.

Le gouvernement chinois a fourni un emprunt sans-intérêt de 988 millions de yuan pour compléter le projet, et a continué à fournir des emprunts

et les techniciens pour garantir ses opérations.

Le TAZARA a été construit pour porter des denrées zambiennes au port tanzanien de Dar es Salaam après la fermeture de la frontière de Zambie avec Rhodésie du sud avant l'indépendance de Zimbabwe.

Ceci était une bouée de sauvetage essentielle, incorporé le temps record de moins que trois ans et subventionné par les emprunts doux, à la fois quand les agences de développement du nord ont refusé d'engager dans cette initiative. *China Daily* r

## La coopération de Sino-Afrique pour élargir

LA CHINE continuera à améliorer les relations économiques et commerciales avec l'Afrique en augmentant des investissements dans l'agriculture, la finance, la protection écologique et ces secteurs qui concernent des gagne-pain, le Ministère chinois de Commerce a dit.

"Le gouvernement chinois continuera à promouvoir les attaches de Sino-Africain sous les principes d'égalité, l'efficacité, l'avantage mutuel et le développement commun, n'importe comment le monde change," le porte-parole de Ministère, Yao Jian, a dit.

Il a dit que la Chine promouvra activement la libéralisation de commerce entre Chine et les nations africaines, et encourager des entreprises chinoises pour investir plus dans l'agriculture d'Afrique, dans les industries, dans la finance, dans le commerce et dans les secteurs de protection écologiques.

La Chine est le plus grand partenaire de commerce d'Afrique et l'Afrique a émergé comme le quatrième plus grande destination étrangère de Chine pour l'investissement l'an dernier.

Le commerce de Chine-Afrique a totalisé environ 126.9 milliard de US\$ en 2010, en comparaison de 10 milliard de

US\$ il y a une décennie. Dans la même année, les investissements chinois en Afrique ont dépassé 1 milliard de US\$.

L'aide chinoise aux nations africaines plus convergera sur les secteurs qui concernent des gagne-pain des gens, comme la réduction de pauvreté,

## BRICS pour promouvoir les relations de Sud-Sud

LES NATIONS de BRICS sont commises à la coopération avec les pays développés, pas le conflit, le Ministre des Affaires Étrangères Chinois, Jiechi de Yang, a dit.

"La coopération parmi les pays de BRICS est ouverte et incluse. C'est une partie importante de la coopération de Sud-Sud et un pont important pour la coopération de Nord-Sud," Yang a dit à une conférence de presse récente à Pékin.

Il a dit que la Chine organisera mi-Avril une réunion de dirigeants de BRICS, qui inclut les économies émergentes majeures de Brésil, Russie, l'Inde, Chine et Afrique du Sud, et a espéré que la réunion produirait des résultats positifs.

Yang a dit que c'est très important d'améliorer le dialogue entre les dirigeants bien que les fonds historiques et

l'agriculture, l'éducation, le soin médical et l'eau potable sûre, Yao a ajouté.

La Chine travaillera aussi avec les nations africaines pour créer un environnement d'affaires plus transparent, juste et prévisible pour les entreprises chinoises et africaines. *Xinhua* r

culturels des deux pays sont différents.

Il a dit que la Chine accueille l'Afrique du Sud pour participer dans le groupe, et le Président Jacob Zuma a consenti à assister la réunion.

Les nations de BRICS ont joué un rôle important et constructif d'aborder la crise financière globale, et le changement climatique, et faciliter le rétablissement économique.

"Je crois que les nations de BRICS joueront un plus grand rôle dans ces secteurs à la suite de la réunion," Yang a dit. "Nous espérons que la réunion innovera et promouvra notre coopération pour amener plus d'avantages à nos gens".

"Les nations de BRICS ont atteint aussi la coopération efficace dans la protection écologique, les affaires et la communication de l'équipe des spécialistes. r

Les Essentiels du Projet d'Action de Chine-Afrique (2010-2012)

CHINE ET Afrique se sont rencontrés en Sharm El cheik, Egypte au mois de Novembre 2009 pour le Quatrième Ministériel Conférence du Forum sur la Coopération de Chine-Afrique (FOCAC) et ont consenti sur un projet d'action pour 2010-2012 qui se fixe sur un nombre de problèmes, parmi eux le besoin à:

- Approfondir la coopération de Chine-Afrique et montrer l'exemple de coopération de Sud-Sud;
- Fortifier des échanges entre les Partis politiques et améliorer l'expérience qui partage sur la gouvernance;
- Soutenir les réformes visés à améliorer l'autorité et l'efficacité des Nations Unies;
- Travailler ensemble en abordant le changement climatique;
- Hiérarchiser l'agriculture et la sécurité alimentaire dans leur coopération;
- Promouvoir la conclusion et l'implémentation d'accords bilatéraux sur la promotion d'investissement et la protection, et créer un environnement avec une vue d'augmenter proportionnellement l'investissement mutuel;
- Augmenter l'investissement dans le développement d'infrastructure;
- Promouvoir le commerce entre Chine et Afrique ;
- Augmenter les vols et les liens d'expédition entre Chine et Afrique;
- Partager l'expérience dans la réduction de pauvreté;
- Fortifier le secteur de santé;
- Elever le tourisme et les échanges de culture; et
- Exécuter une Chine-Afrique recherche communs et le projet d'échange de fortifier la coopération et les échanges entre les érudits et l'équipe des spécialistes. r



## Les Seychelles sondages présidentiels fixé pour Mai

**LES SEYCHELLES** tiendront des élections présidentielles au mois de Mai dans lequel le Président James Michel en fonction fera face au défi de quatre autres personnes qui aspirent.

Selon une liste relâchée par la Commission d'Élection de l'archipel de l'Océan Indien, les élections présidentielles seront une course qui marque le Président James Michel en fonction, l'opposition dirigeant principal Wavel Ramkalawan des Seychelles Parti National (SNP), Ralph Volcere du Nouveau Parti Démocratique (NDP) et les candidats indépendant Philippe Boule et Marston St Ange.

La commission a fixé 19-21 Mai comme les dates pour les élections présidentielles. Selon la commission, le 21 Mai sera "le jour principal" pour le suffrage. En raison des distances à travers l'archipel, les îles extérieures commenceront à voter le 19 et le



Le Président James Michel et quatre autres contesteront des élections présidentielles aux Seychelles.



20 Mai pour permettre l'exercice d'être compléter à temps et les bulletins de vote a livré de retour à l'île principale de Mahe.

Le concorder des votes et l'annonce de résultat finale interviendra à Mahe.

Michel sera candidat à un deuxième terme de bureau du Parti Le Pep (LP) le billet et est compté être réélu largement pour encore un terme de cinq

ans. Son camarade courant sera le Vice-Président Danny Faure en fonction.

Ramkalawan a fait l'équipe avec Nicholas Prea, le législateur pour circonscription électorale Bel Ombre de Mahe du nord, représenter le SNP.

Volcere a annoncé son intention pour contester les élections pendant que Boule l'avocat basé à Victoria et

opérateur de tourisme St. Ange complète la liste des candidats.

Les dernières élections présidentielles dans les Seychelles ont été tenues au mois de Juillet 2006 qui ont vu Michel a vaincu Ramkalawan et Boule.

Le Président est élu par un vote de majorité absolu par un système de deux rond pour servir un terme de cinq an. r

## L'Afrique du Sud dans les élections de gouvernement locale

**LES SUD** africains iront aux sondages le 18 Mai pour choisir les conseillers du troisième élection de gouvernement locale dans le pays depuis la fin de l'Apartheid en 1994.

Le Ministre intérimaire de Gouvernance Coopérative et les Affaires Traditionnelles, Nathi Mthethwa a proclamé la date des élections au mois de Mars.

La Commission Electorale Indépendante (IEC) a tenu son enregistrement d'électeur final le 6 Mars et ciblait 1,5 millions nouveaux enregistrements en avant des élections municipales.

La IEC a réglé le 18 Mars pour la certification du rouleau des électeurs d'être utilisé pour l'élection, avec le 25 Mars être la date limite pour tous les partis politiques et les candidats indépendants pour notifier la commission de leur intention

pour participer dans les élections.

"Le calendrier des élections donne la clarté sur chaque aspect du processus électoral et ses activités clés de même que les dates et les temps par lesquels ils doivent intervenir, le calendrier lie légalement et il n'y a pas de provisions discrétionnaires aussi que les dates éloigné et les temps sont concernés," IEC Le Chef Electoral Officier, Pansy Tlakula a dit.

Plus que 160 partis politiques avaient enregistré avec la IEC pour l'élection suivante, avec Tlakula disant qu'une liste finale des candidats qui contestent a été compté être publiée le 12 Avril.

"Sous les règlements de IEC, un parti politique qui conteste des élections dans toutes les

élections municipales pourrait réceptionner au maximum 9.086 candidats pour les élections directes et aurait à la partie avec un dépôt de R633,000 (d'US\$90,000). Le dépôt est remboursable si un parti parvient à gagner au moins un siège dans le conseil municipal ou si son candidat a reçu au moins 10 pourcent du nombre total de votes lancé dans la section.

"Les électeurs qui habitent en les municipalités métropolitaines auront deux votes chacun, l'un pour leur candidat de section de choix et l'un pour le parti de choix. Dans les conseils locaux, ils lanceront trois votes, l'un pour la section et l'un pour le parti de choix et de l'un pour un candidat dans le conseil de quartier," a ajouté Tlakula.

"Pour la première fois depuis l'aube de la démocratie en 1994,

l'Afrique du Sud a introduit cette année des votes spéciaux pour élections locales.

Le vote spécial est réservé pour les femmes enceintes et les malades. Ceux-ci seront permis de voter un jour avant du Jour d'Élection mais devra s'appliquer avant le 3 Mai pour qualifier pour le vote spécial.

Tlakula a dit le 17 Mai les IEC entreprendra à la visites domicile pour les électeurs inscrits qui qualifient pour lancer des votes spéciaux et ceux-ci incluent lourdement des femmes enceintes et ceux qui ne peuvent pas marcher à leur station de vote la plus proche à la suite de la pauvre santé.

Dans un autre premier pour la région de SADC, la IEC a introduit aussi l'enregistrement au téléphone portable d'électeurs. r

## CALENDRIERS DES EVENEMENTS Avril – Juin 2011

**L'AFRIQUE AUSTRALE**   
SADC Aujourd'hui Vol 13 No 3 Avril 2011

**SADC AUJOURD'HUI** est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

**Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe**  
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana  
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070  
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

**SADC AUJOURD'HUI** est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

**RÉDACTEUR**  
Munetsi Madakufamba

**COMITE DE RÉDACTION**  
Kizito Sikuka, Joseph Ngwawi, Eglina Tauya,  
Neto Nengomasha, Phyllis Johnson, Agatha Njanike

**CONSEILLER À LA RÉDACTION**  
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC  
Leefa Penehupifo Martin

**TRADUCTION**  
Thania Muco

**SADC AUJOURD'HUI** est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2011

**SADC AUJOURD'HUI** accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

**SADC AUJOURD'HUI** est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à [www.sardc.net](http://www.sardc.net) Connaissance pour le Développement, lié à [www.sadc.int](http://www.sadc.int)

**CONCEPT & MISE EN PAGE**  
Tonely Ngwenya

**PHOTOS AND ILLUSTRATIONS**  
P1 Phyllis Johnson, [environmentgreen.com](http://environmentgreen.com), [kollwin.com](http://kollwin.com); P1, 2, 8, 9, 10 SARDC;  
P1, 13 APG; P2 Leonissah Munjoma; P4 The Herald; P5 [tripadvisor.com](http://tripadvisor.com);  
P6 [safari.gateway.com](http://safari.gateway.com); P10 [renewableenergy.com](http://renewableenergy.com), [zmescience.com](http://zmescience.com), [ecofriend.com](http://ecofriend.com);  
P11 [unep.org](http://unep.org); P12 [idiva.com](http://idiva.com); P14 [resortsandislands.com](http://resortsandislands.com), [thecommonwealth.org](http://thecommonwealth.org)

**Abonnez-vous aujourd'hui**

**SADC AUJOURD'HUI** est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

**Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)**  
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe  
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271  
Adel: [sadctoday@sardc.net](mailto:sadctoday@sardc.net)  
[www.sardc.net](http://www.sardc.net) Connaissance pour le Développement

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADC aujourd'hui:  
Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia,  
South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines et  
Air Zimbabwe

**SARDC**  
www.sardc.net  
Knowledge for Development.

April  
1, Namibie

**La Réunion des Ministres de Justice de SADC**

La réunion est comptée discuter de divers problèmes législatifs dans la région. La légende à l'ordre du jour sera des recommandations sur le rôle et les fonctions du Tribunal de SADC.

1, Afrique du Sud

**IPP Afrique Mondiale**

Producteurs d'Énergie Indépendants(IPP) Afrique Mondiale Cherchera à trouver des solutions pour les producteurs d'énergie, les utilités, les investisseurs et les gouvernements sur comment augmenter la capacité d'énergie par IPPs.

14, China

**Le Sommet des Chefs d'Etats de BRICS**

Ce sommet de cette année verra qu'Afrique du Sud joigne le groupe de BRICS des marchés émergeant qui comprennent le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

17-21, Namibie

**La quatrième Conférence de l'Union Africaine des Ministres de Santé**

La conférence d'être tenue sous le thème "L'Impact de Changement Climatique sur la Santé et le Développement de l'Afrique", explorera des façons dans lesquelles le continent peut adresser les effets de changement climatique en Afrique.

A confirmer,  
Afrique du Sud

**2<sup>ème</sup> Sommet Tripartite COMESA-EAC-SADC**

Les chefs d'Etats et Gouvernements des trois communautés économiques régionales se réuniront pour leur deuxième sommet pour discuter des façons pour promouvoir l'intégration plus profonde parmi les Etats Membres. L'essentiel du sommet sera l'approbation d'un projet d'action pour lancer la Grandiose Zone de Libre-Echange qui entoure 26 pays dans l'Afrique de l'est et du sud par 2012.

Mai  
4-6,  
Afrique du Sud

**Forum Economique d' Afrique Mondiale**

Les dirigeants africains et la communauté des affaires internationaux se rencontreront en Afrique du Sud pour discuter des défis et des occasions pour la croissance en Afrique

Le 19-20,  
Ethiopie

**4<sup>ème</sup> Réunion d'Union Africaine pour les Ministres de Justice/ Avocats-General**

La réunion délibérera sur les divers problèmes qui incluent la transformation de la Commission d'Union Africaine dans l'Union Autorité Africaine.

Le 26, Botswana

**Les Ministres d'Énergie de SADC**

Les Ministres de SADC responsables de l'Énergie se rencontre pour réexaminer le programme de planification d'énergie régional pour compléter la carte routière de rétablissement d'énergie établi pour adresser les manques de l'énergie qui font face à la région.

Le 30 Mai –  
3 Juin, Namibie

**Les Ministres d'Éducation et d'Entraînement de SADC**

La réunion discutera des façons d'harmoniser le système d'éducation dans la région pour garantir que les Etats Membres peuvent comparer et reconnaître des qualifications.

Le 13-16 Juin,  
Namibie

**La Réunion de la Parité de Sexes Ministérielle de SADC**

La réunion est comptée traquer le progrès sur l'implémentation de divers projets d'action visée à promouvoir l'égalité de sexe et l'habilitation de femmes, y compris le progrès vers la ratification du Protocole sur la Parité de Sexes et de Développement de SADC.

Le 13-17, Zambie

**Comité Ministériel de l'Organe de SADC**

L'organe délibérera sur un nombre de problèmes visé à promouvoir la paix et la sécurité dans la région de SADC.

Le 14-16, France

**Le Forum d'Énergie d'Afrique**

Les experts de l'Énergie exploreront des façons de comment l'Afrique comme un des marchés émergents les plus rapides dans le monde peuvent rencontrer la demande augmentée pour l'énergie pour garantir le développement durable.

Le 20-23,  
Afrique du Sud

**Le Sommet d'Investissement d'Afrique**

Le sommet fournira des occasions pour le continent pour regarder des façons d'attirer l'investissement dans les divers secteurs comme l'énergie, l'infrastructure, l'exploitation minière et l'agriculture.

2002

## L'Angola marque la fin de la guerre

LE 4 Avril marque le neuvième anniversaire de la fin officielle de la guerre civile d'Angola en 2002 et est célébré comme le Jour de Paix et Réconciliation.

Un de la plupart de dates importantes sur le calendrier politique Angolais, le jour commémore la signature de l'accord entre le gouvernement Angolais et l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale d'Angola (Unita). L'accord a terminé trois décennies de la guerre civile en Angola.

L'Angola est devenu indépendant de Portugal le 11 Novembre 1975 suivant une lutte de libération prolongée par le Mouvement des Gens pour la Libération d'Angola (MPLA).

Le coup d'état par le Mouvement progressif des Armées (MFA) à Lisbonne l'an précédent avait terminé le système autoritaire au Portugal qui avait regardé "les territoires étrangers" comme une partie intégrale de pays d'Europe le plus pauvre.

Le déclenchement pour l'action par le MFA était leur frustration et leur réjection croissante des guerres dans les territoires étrangers, et leur action a avancé dans un processus de démocratisation au Portugal et négociations avec les anciennes colonies.

Après l'indépendance, l'Angola a entré dans une période sombre d'une guerre civile sanglante entre les trois groupes politiques principaux - MPLA, Unita et le plus petit Front de Libération National d'Angola (FNLA).

Le conflit angolais a tiré l'attention des Etats-Unis et l'Union Soviétique, devenant un pays où les superpuissances ont choisi de se confronter par les alliés locaux armés.

MPLA avait été dans le gouvernement en Angola depuis l'indépendance, pendant qu'Unita, mené par le défunt Jonas Savimbi, a eu férocement et a opposé militairement le gouvernement à l'aide d'apartheid d'Afrique du Sud jusqu'à la fin d'apartheid en 1994 et la mort de Savimbi en Février 2002.

Unita a renoncé bientôt ses armes et a joint la politique, devenant le parti principal d'opposition en Angola. Le cessez-le-feu a été officialisé avec un accord de paix qui a été signé par le gouvernement et Unita le 4 Avril 2002.

Le 4 Avril est ainsi un jour d'espoir dans la reconstruction du pays et la consolidation du processus de paix entre les partis politiques.

Divers culturel et les manifestations sportives sont tenues à travers le pays pour célébrer ce jour.

Dans la capitale, Luanda, il y a de divers événements officiels qui impliquent la participation du gouvernement et les politiciens.

Dans les neuf ans de paix, le gouvernement Angolais a été actif en essayant d'accomplir ses engagements, en particulier dans la réinsertion sociale des anciens ennemis militaires, la provision d'abri, le soutien et d'autre assistance pour les gens intérieurement déplacés et anciens réfugiés.

Le gouvernement d'Angola a depuis la fin de la guerre civile a esquissé de diverses stratégies pour garantir le rétablissement de l'économie, la reconstruction d'infrastructure principale détruite par la guerre, le combat contre la pauvreté, la consolidation de la réconciliation nationale et l'approfondissement de la démocratie. L'Angola est maintenant le plus grand producteur de pétrole d'Afrique.

**JOURNÉE DU** drapeau national le 25 Avril est un jour férié en Swaziland. Le drapeau national qui symbolise le patrimoine royal de Swaziland et l'histoire longue a été officiellement adopté en 1968 quand Swaziland a gagné l'indépendance de la Grande-Bretagne. Le drapeau consiste en trois raies horizontales -- une raie bleue sur le haut et le fond séparé par une raie rouge approchée dans le jaune. Placé de façon centralisée sur la raie rouge est une protection traditionnelle, en noir et blanc de swazi et avec deux javalots et un personnel décoré avec les glands de plume. La couleur bleue du drapeau représente la paix, pendant que le gland symbolise la monarchie, et la couleur jaune représente la richesse minérale du pays. Rouge symbolise les combats du passé. Les drapeaux sont hissés dans les villes et les villes en Swaziland le 25 Avril et les célébrations traditionnelles inclut des parades et autre activités public.



### LES JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Avril – Juin 2011

4 Avril	Journée de la Paix & de la Réconciliation Journée des Héros	Angola Lesotho
7 Avril	Journée des Femmes	Mozambique
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
22 Avril	Vendredi Saint	SADC sauf Madagascar, Ile Maurice, Mozambique Zambie
23 Avril	Samedi Saint	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe Swaziland
25 Avril	Lundi dans l'octave de Pâques	Afrique du Sud RDC
25 Avril	Journée du Drapeau Nationale	
26 Avril	Journée de la Liberté	
30 Avril	Journée de la Jeunesse	
1 Mai	Journée des Travailleurs	RDC, Lesotho, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zimbabwe
	Journée du travail	Angola, Botswana, Malawi, Madagascar, Ile Maurice, Seychelles, Swaziland
2 Mai	Jours Fériés	Tout le SADC
4 Mai	Journée de Cassinga	Namibie
14 Mai	Journée de Kamuzu	Malawi
17 Mai	Journée de la Libération	RDC
25 Mai	Journée de L'Afrique	Angola, Lesotho, Namibie, Zimbabwe Zambie
	Journée de la Liberté de l'Afrique	Angola
1 Juin	Journée Internationale des Enfants	Botswana, Lesotho, Madagascar, Namibie, Swaziland
2 Juin	Journée de l'Ascension	Seychelles
5 Juin	Journée de la libération	Madagascar
12 Juin	Dimanche de la Pentecôte	Madagascar
13 Juin	Lundi de la Pentecôte	Afrique du Sud
16 Juin	Journée de la Jeunesse	Seychelles
18 Juin	Journée Nationale	Mozambique
25 Juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
26 Juin	Journée de l'Indépendance	Seychelles
29 Juin	Journée de l'Indépendance	RDC
30 Juin	Journée de l'Indépendance	